

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/307

G/SCM/W/315

11 mars 1996

(96-0854)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR HONG KONG¹ ET LE CANADA² CONCERNANT LA NOTIFICATION DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEE PAR LA JAMAÏQUE³

La Mission permanente de la Jamaïque a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 27 février 1996.

QUESTIONS POSEES PAR HONG KONG

1. *La notification de la Jamaïque contient la Loi de 1959 relative aux droits de douane (dumping et subventions), qui est bien antérieure à l'Accord sur l'OMC signé en avril 1994. Elle indique en outre qu'une nouvelle loi, visant à incorporer dans le droit interne les dispositions de l'Accord antidumping, est en cours de rédaction. Il semblerait que de nombreuses dispositions de l'Accord antidumping ne soient pas reprises dans la législation jamaïcaine et que certaines dispositions de cette législation ne soient pas conformes aux dispositions de l'Accord.*

Questions:

- a) *Quel est le statut juridique de l'Accord antidumping en Jamaïque? A-t-il force de loi? Si une disposition de la législation nationale est en contradiction avec l'Accord, quel est le texte qui prévaut?*

Pour l'instant, l'Accord antidumping n'a pas de statut juridique en Jamaïque et, par voie de conséquence, il n'a pas force exécutoire. Toutefois, comme cela est dit dans notre notification du 16 août 1995 (document G/ADP/N/1/JAM/1), une nouvelle loi est en cours de rédaction et nous avons l'intention de faire en sorte qu'elle soit compatible avec les dispositions des accords pertinents de l'OMC. Elle ne devrait donc pas être en contradiction avec l'Accord antidumping.

- b) *Les autorités antidumping sont-elles tenues, juridiquement ou autrement, de respecter les dispositions de l'Accord antidumping au cours d'une procédure antidumping ou de se référer à cet accord, par exemple, pour interpréter la législation nationale?*

¹G/ADP/W/197-G/SCM/W/204.

²G/ADP/W/232-G/SCM/W/242.

³G/ADP/N/1/JAM/1-G/SCM/N/1/JAM/1.

Aux termes de la législation en vigueur, les autorités jamaïcaines ne sont pas tenues de respecter les dispositions de l'Accord antidumping, mais cette obligation sera inscrite dans la nouvelle loi.

- c) *Quels sont l'objet et le domaine d'application de la nouvelle loi en cours de rédaction? Quel est le calendrier prévu pour son adoption?*

La nouvelle loi vise à améliorer les pratiques et procédures antidumping de la Jamaïque en les mettant en conformité avec les dispositions des accords de l'OMC. Nous espérons qu'elle sera promulguée en juin ou juillet de cette année.

- d) *Comment la Jamaïque assurera-t-elle le respect des dispositions de l'Accord antidumping de l'OMC avant que ses lois ne soient rendues totalement conformes à cet accord?*

Les dispositions de l'Accord antidumping sont prises en compte dans la pratique.

2. *Quelles procédures la Jamaïque a-t-elle mise en place en matière de révision judiciaire pour respecter ses obligations au titre de l'article 13 de l'Accord antidumping de l'OMC?*

La procédure de révision judiciaire fait partie intégrante du droit jamaïcain. Il n'est donc pas nécessaire de mettre en place des procédures particulières.

3. *Quelles sont la politique et la législation de la Jamaïque en ce qui concerne la mise en oeuvre des rapports des groupes spéciaux de l'OMC?*

La question de la mise en oeuvre des rapports des groupes spéciaux de l'OMC est examinée attentivement, en particulier dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle loi.

4. *Aux termes des articles 12 et 26, le Ministre peut prendre des règlements aux fins de la loi.*

Des règlements ont-ils été pris au titre des articles 12 et 26, sans avoir été notifiés au Comité des pratiques antidumping de l'OMC? Dans l'affirmative, quand les autorités jamaïcaines ont-elles l'intention de les notifier au Comité conformément aux dispositions de l'article 18.5 de l'Accord?

Jusqu'à plus ample informé, aucun règlement n'a été adopté au titre des articles 12 et 26 de la Loi de 1959 relative aux droits de douane (dumping et subventions).

5. *L'article 11 1) b) et c) établit un critère ad valorem pour la détermination du pays d'origine des marchandises. En vertu de l'alinéa c), un pays ne produisant que des parties et composants peut être considéré comme le pays d'origine des marchandises. L'article 3 2) b) i) définit le dumping en faisant référence au prix à l'exportation et à la valeur normale du pays d'origine.*

- a) *Supposons qu'il ait été constaté que des marchandises produites dans le pays X ont fait l'objet d'un dumping et que des droits antidumping ont été imposés. Supposons aussi que le pays Y fasse venir des parties et composants du pays X et produise des produits similaires. En vertu des articles 11 1) c) et 3 2) b) i), serait-il possible de traiter des produits similaires produits dans le pays Y comme étant originaires du pays X? Dans l'affirmative, serait-il possible d'assujettir le pays Y aux mêmes droits antidumping que le pays X sans procéder à une enquête complète, conformément aux procédures établies dans l'Accord antidumping de l'OMC, au sujet du prix à l'exportation et de la valeur normale dans le pays Y et sans apporter la preuve de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité?*

- b) *Toujours dans le cas cité au paragraphe a) ci-dessus, serait-il possible, conformément à la loi et en particulier aux articles susmentionnés, d'appliquer également les droits visant le produit en question à ces parties et composants importés en Jamaïque en provenance du pays X sans procéder à une enquête complète, conformément aux procédures établies dans l'Accord antidumping de l'OMC, au sujet de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité en ce qui concerne ces parties et composants?*
- c) *Si la réponse à la deuxième question du paragraphe a) et/ou à la question du paragraphe b) est affirmative, comment la Jamaïque concilie-t-elle les dispositions des articles 11 1) c) et 3 2) b) i) avec ses obligations au titre de l'Accord antidumping de l'OMC, en particulier pour ce qui est de la notion de produits similaires définie à l'article 2.6? La Jamaïque compte-t-elle modifier sa législation compte tenu de ses obligations au titre de l'Accord antidumping?*

6. *L'article 3 2) b) définit le dumping lorsque le pays d'origine et le pays d'exportation des marchandises sont différents. Il dispose que le dumping peut être déterminé sur la base du prix à l'exportation et de la juste valeur marchande soit dans le pays d'origine soit dans le pays d'exportation. L'article 2.5 de l'Accord antidumping traite de ce genre de situation. Il prévoit en particulier que les données du pays d'exportation devraient normalement être utilisées pour la constatation de l'existence d'un dumping et il donne des exemples de cas dans lesquels des exceptions pourraient être justifiées (par exemple, lorsqu'il s'agit d'une simple réexpédition). Or, il n'est pas précisé à l'article 3 2) b), ni ailleurs dans la loi, quelles sont les conditions dans lesquelles ces données seraient utilisées; il semblerait donc que la méthode à suivre soit laissée à la discrétion des autorités chargées de l'enquête. Comment la Jamaïque fera-t-elle en sorte de respecter ses obligations au titre de l'article 2.5 de l'Accord?*

Dans le document G/ADP/N/1/JAM/1-G/SCM/N/1/JAM/1, présenté le 16 août 1995 au Comité des pratiques antidumping et au Comité des subventions et des mesures compensatoires, la Jamaïque indique qu'une nouvelle loi concernant les mesures antidumping et les mesures compensatoires, qui incorporera les dispositions de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les sauvegardes et les mesures compensatoires, est en cours de rédaction.

En ce qui concerne les questions 5 et 6, les autorités jamaïcaines seront mieux à même d'y répondre lorsque la nouvelle loi aura été rédigée et qu'une nouvelle structure antidumping aura été mise en place.

QUESTIONS POSEES PAR LE CANADA

1. *La Jamaïque s'acquittera-t-elle des nouvelles obligations découlant de l'Accord de l'OMC (mentionnées dans l'Appendice) grâce à la nouvelle loi ou au moyen de règlements, de pratiques administratives ou de décrets?*
2. *Quel dispositif juridique la loi jamaïcaine prévoit-elle pour l'exécution des décisions rendues par un groupe spécial de l'OMC?*
3. *La Jamaïque pourrait-elle indiquer quand elle sera en mesure de notifier au Comité la nouvelle loi mentionnée dans le document précité?*

Les réponses aux questions posées par le Canada sont contenues dans les réponses données ci-dessus.